

MAURITANIE : FICHE PAYS – JANVIER 2026

Catégorie OCDE (2026) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / - / -

Change : Ouguiya (MRU) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Ressources minérales (fer, or, cuivre, uranium) et halieutiques abondantes
- Soutien et confiance des bailleurs de fonds internationaux
- Fortes capacités de production de gaz et d'ENR
- Redressement des finances publiques

FAIBLESSES

- Dépendance aux revenus des exportations de minerais d'or et de fer
- Forte exposition aux catastrophes naturelles (sécheresses, inondations)
- Taux de chômage élevé
- Mauvaise gouvernance

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Le développement du potentiel du secteur extractif (or, fer et désormais gaz voire uranium) et énergétique (hydrogène vert) attire d'importants investissements étrangers (IDE) et offre des perspectives de croissance favorables à court et moyen terme (supérieure à 5 % par an). Le pays fait face à plusieurs fragilités structurelles : taux de pauvreté élevé, risque de sécurité alimentaire, carences dans la santé, l'éducation, les infrastructures, l'accès au financement etc.
- Vulnérabilité des comptes publics : La consolidation des finances publiques, avec l'assistance du FMI, combinée à la hausse attendue des recettes liées au gaz, offre davantage de marges pour augmenter certaines dépenses (investissement dans les infrastructures, transferts sociaux ciblés). La dette publique (41 % du PIB) est majoritairement détenue par des créanciers non-résidents (principalement des créanciers officiels, avec une part concessionnelle élevée) et soumise à un risque de change. En 2023, le risque de surendettement a été reclassifié d'élevé à modéré par la Banque Mondiale.
- Vulnérabilité extérieure : Depuis dix ans, le déficit courant diminue tout en restant fortement creusé (près de -8 % du PIB). Les exportations de gaz permettraient de graduellement réduire ce déficit structurel, majoritairement financé par des IDE et l'aide publique au développement. Les réserves de change atteignent un niveau confortable (5,1 mois d'importations), régulièrement mises à contribution par la Banque centrale afin d'assurer la stabilité de l'ouguiya, dont le régime de change reste administré.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : L'économie est faiblement bancarisée. Le secteur bancaire apparaît comme très liquide et augmente ses fonds propres pour faire face à une qualité médiocre des actifs (taux de prêts non performants de 17,4 %). La forte concentration du secteur et une exposition accrue au souverain apparaissent comme deux points de vigilance.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Président depuis 2019, M. Ghazouani compte sur un parti majoritaire à l'Assemblée nationale. Le pays dispose d'un soutien financier international sur les aspects migratoires et sécuritaires, la frontière avec le Mali présentant une source de vulnérabilité (afflux de réfugiés, trafics, incursions de groupes armés).
- Climat des affaires : La corruption, l'insécurité juridique et la faible inclusion financière pèsent fortement sur le climat des affaires. Un nouveau code d'investissement et une loi anti-corruption ont été introduits en 2025 pour y faire face.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le niveau de risque physique est très élevé. Si le pays diversifie son mix électrique (solaire, éolien, hydrogène vert à long terme), la spécialisation dans le secteur gazier alimente le risque de transition.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024
(% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	28,6%	1 E.A.U	16,8%
2 Canada	18,8%	2 Espagne	14,4%
3 Espagne	8,3%	3 Belgique	7,9%
4 Suisse	7,7%	4 France	7,7%
13 France	1,6%	5 Chine	7,2%

Source : ITC

Principaux produits échangésPart des échanges de marchandises en 2024
(% du total)

Exportations		Importations	
Métaux précieux	39,5%	Combustibles	34,7%
Minerais	33,2%	Equipements méca.	10,5%
Poissons	22,9%	Sucre	6,9%
Résidus alimentaires	1,9%	Voitures	6,4%
Combustibles	0,5%	Céréales	5,8%

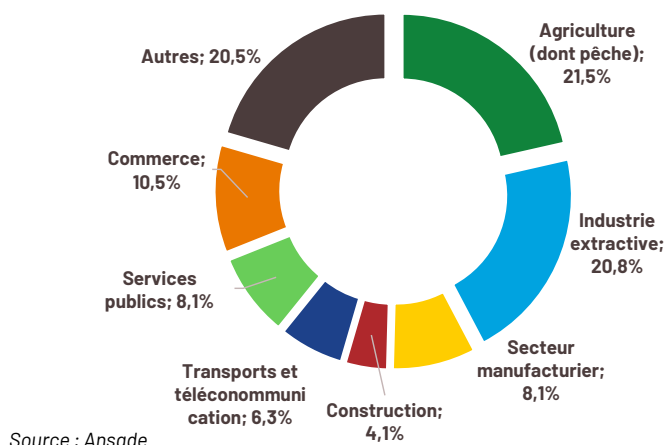


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAURITANIE	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	9,6	10,7	11,0	12,0	12,9	13,5
Rang PIB mondial	146	143	142	140	140	140
Population (Mns)	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,8
Rang Population mondiale	121	119	117	116	116	116
PIB / habitant (USD)	2 207	2 421	2 429	2 582	2 716	2 783
Croissance PIB (%)*	6,8	6,8	6,3	5,3	5,4	5,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,5	4,9	2,5	2,5	3,6	3,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	50,5	47,1	42,8	41,2	40,6	41,0
Solde public (% PIB)	-3,1	-2,4	-1,4	-0,5	-1,0	-1,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	3,9	4,2	4,4	3,4	3,2	3,3
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-14,9%	-8,7%	-9,4%	-7,2%	-7,1%	-6,2%
IDE (% du PIB)***	-14,7%	-7,9%	NA	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	6,2	6,4	6,4	5,9	5,6	5,4
Dette extérieure totale (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	37,03	36,7	39,7	39,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	18,0	20,1	19,8	NA	NA	NA
Taux de NPL**	19,1	19,3	17,4	NA	NA	NA
ROE**	NA	8,6	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	171	168	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	115	118	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	170	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/2025, Rapport 08/205), *Banque Mondiale, **BCM, ***CEIC a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Mauritanie : part des secteurs dans le PIB (2024)

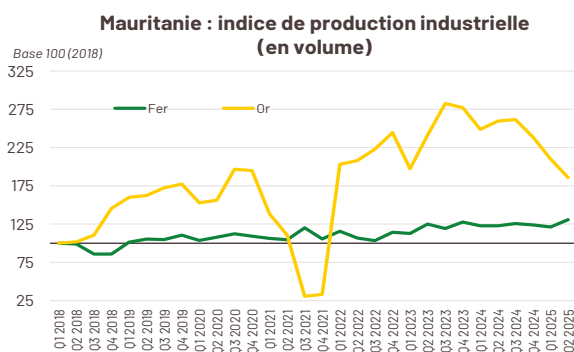




1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Lancement des exportations de gaz naturel liquéfié en 2025**

L'économie mauritanienne repose historiquement sur les secteurs extractif (or et fer) et halieutique. Entre 2022 et 2024, la croissance du PIB s'est avérée très soutenue (+6,6 % par an en moyenne), portée par la hausse de la production minière et la hausse des investissements dans l'énergie.



A partir de 2025, le pays est entré dans une nouvelle ère avec le lancement de la 1^{ère} phase de production de gaz depuis le champ offshore de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), partagé avec le Sénégal. Ces ressources gazières ont à la fois vocation à alimenter la production locale d'électricité qu'à être exportées, avec notamment une première livraison de gaz naturel liquéfié (GNL) en avril 2025¹. La 1^{ère} phase du projet d'exploitation de GTA permettrait à la Mauritanie d'exporter près de 1,2 M tonnes de GNL par an.

La croissance du PIB, bien que soutenue par la production de gaz, aurait ralenti en 2025 (près de +5 % selon les instituts de prévisions), en lien avec le recul de la production d'or (plusieurs mines étant proches de la fin de leur cycle de production, selon la Banque Mondiale) et de la pêche et un ralentissement de la production de fer.

- **Perspectives favorables à court et moyen terme**

La production et les exportations de gaz continueront de fortement contribuer à la croissance du PIB en 2026 (entre +4,2 % et +5,4 % selon les prévisions). La seconde phase d'exploitation de GTA vise une production de 1,5 M tonnes par an supplémentaire d'ici

2030, toutefois cette phase est retardée, dans l'attente de la finalisation de partenariats financiers².

Par ailleurs, le lancement d'une usine de transformation alimentaire dans la zone industrielle de Nouadhibou fin 2025 favoriserait un rebond du secteur halieutique dès 2026.

Le FMI table sur un rebond des activités extractives dès 2026 (+3,9 %) avant de progressivement accélérer à horizon 2028 (+11,3 %). Ces prévisions reposent sur deux principales hypothèses : i) une hausse de la production gazière, avec l'exploitation d'autres gisements (principalement Bir Allah, et aussi Banda et Tevet) et ii) une production de minerais de fer triplée à 45 M tonnes. La Mauritanie enregistre d'importants investissements directs étrangers (IDE)³ dans le secteur minier, qui s'étend également au cuivre et l'uranium (lancement de la production d'un site à Tiris Zemmour à horizon 2028).

L'investissement soutiendra ainsi la croissance, et concerne aussi les projets énergétiques (centrale hybride solaire-éolien, plusieurs projets pour la production d'hydrogène vert qui devraient débuter aux environs de 2028-2030⁴) et les infrastructures de transport (ligne ferroviaire pour relier les mines de Zouerate au port de Nouadhibou, autoroute Zouerate-Tindouf). Ces projets soutiendraient le secteur de la construction et la logistique.

- **Des fragilités structurelles**

La forte dépendance au secteur extractif expose le pays à la volatilité des prix des matières premières. A ce stade, l'effet prix positif sur l'or⁵ a en partie masqué le déclin progressif de l'extraction aurifère. De plus, la Mauritanie est fortement tributaire de l'évolution de la demande chinoise pour ses exportations de minerais de fer (la Chine représente près de 60 % des débouchés à l'export pour ces produits).

Par ailleurs, le risque social est significatif, avec un chômage structurel élevé (23 % de la population active) qui pèse sur la consommation privée. De plus, l'inflation⁶, plus spécifiquement alimentaire, constitue un point de vigilance ; elle a rebondi fin 2025 (+3,1 % en g.a au T4, après +0,8 % au S1), en lien notamment avec le retrait des subventions introduites en 2022.

Selon la Banque Mondiale, 28 % de la population vit sous le seuil de pauvreté⁷ (43 % dans les zones rurales),

¹ Opéré par les entreprises BP et Kosmos Energy.

² D'importants investissements sont nécessaires pour lancer cette phase, conditionnés à une forte rentabilité, qui ne semble pas garantie à ce stade.

³ Selon la Banque Africaine de Développement, les flux d'IDE ont progressé de +82 % en Mauritanie entre 2018 et 2023.

⁴ Notamment le projet Nour, avec des investissements de 3,5 Md USD avec l'américain Chariot et TotalEren, tandis que d'autres protocoles ont été signés avec des entreprises émiraties, danoises et allemandes.

⁵ Le cours de l'or atteint actuellement des sommets (4521 USD l'once mi-janvier 2026), avec par exemple une hausse de +44 % en 2025.

⁶ L'inflation avait atteint +12 % fin 2022, en réaction à la hausse des prix des matières premières liée au conflit en Ukraine.

⁷ Un revenu inférieur à 3,65 USD PPA par jour.



un ratio en augmentation depuis 2020⁸. Selon le FAO, le risque de sécurité alimentaire a également augmenté au S1 2025. Si la Mauritanie dispose de l'assistance technique du FMI pour procéder à un ciblage de ses politiques sociales, le haut niveau d'informalité représente un obstacle. La Banque Africaine de Développement relève d'autres freins structurels : infrastructures insuffisantes (transport, numérique), fortes carences dans l'éducation et la santé, climat des affaires et gouvernance dégradés etc. Pour ces deux derniers aspects, la Mauritanie a notamment introduit en 2025 une nouvelle Loi anticorruption ainsi qu'un nouveau Code d'Investissement⁹.

- **Une économie faiblement bancarisée**

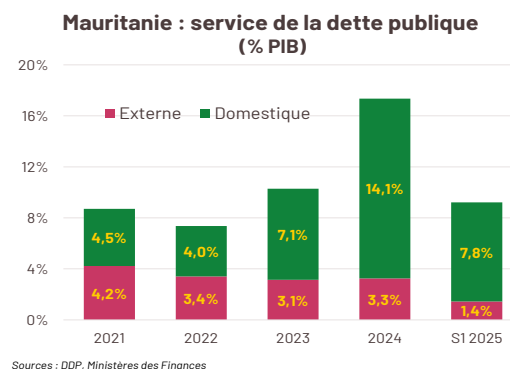
Avec les importantes entrées d'IDE, les réserves bancaires ont tendance à fortement augmenter, sans que cela ne se traduise par une hausse de la dynamique du crédit bancaire, en lien avec le faible niveau de bancarisation¹⁰. L'accès au financement bancaire reste une source de fragilité en Mauritanie. Selon le FMI, malgré des ratios de liquidité élevés, la qualité des actifs reste inférieure à celle de pays d'Afrique du Nord. Le taux de prêts non performants atteignait par exemple le niveau très élevé de 17,4 % du total des prêts fin 2024. Face à cette situation, les banques augmentent leur provisionnement et leur capital réglementaire (le ratio CAR a gagné près de 2 pts en quatre ans pour atteindre 19,8 %). Le niveau de risque systémique est également significatif, où les cinq principales banques concentrent plus de 90 % des actifs du secteur.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers un redressement du solde public**

Depuis 2023, la Mauritanie bénéficie d'un programme d'assistance avec le FMI et s'est engagée sur la voie de la consolidation des finances publiques¹¹. Le redressement du solde budgétaire est notable, attendu à -0,5 % du PIB par le FMI en 2025 (certaines institutions de prévision attendent même un excédent, boosté par les recettes d'hydrocarbures) contre un déficit de -3,6 % du PIB en 2022. Le pays dégage ainsi des marges budgétaires qui lui permettent d'augmenter les dépenses d'investissement (37 % des dépenses totales en 2021-2024, cible de 45 % en 2030) et de procéder à des politiques de transferts plus ciblées.

Le principal enjeu à moyen terme concerne l'augmentation des recettes fiscales, dont la part dans le PIB atteint près de 13 %, soit 3 pts sous la moyenne déjà basse des pays d'Afrique Subsaharienne. Cette hausse devrait être assurée par l'exploitation des ressources gazières, mais une diversification et un élargissement de la base fiscale apparaissent nécessaires pour éviter une trop forte dépendance au secteur extractif. A ce stade, ces recettes reposent déjà fortement sur ce secteur (contribution de près de 3 pts de PIB aux recettes totales en moyenne) et aussi sur des dons (1,5 pts de PIB).



Un marché des titres de dette publique peu profond implique une stratégie d'émissions essentiellement à court terme, ce qui expose la Mauritanie à un risque de refinancement sur le marché domestique¹² et potentiellement une augmentation du service de la dette (cf. graphique ci-dessus). Pour contourner et minimiser l'ampleur de ce problème, ces dernières années le gouvernement a eu tendance à financer son déficit public par des retraits depuis son compte à la Banque centrale¹³ plutôt que de recourir à l'emprunt.

- **Risque de surendettement modéré**

La dette publique atteint 40 % du PIB (contre 60 % du PIB en 2015). Elle est principalement détenue par des créanciers multi- et bilatéraux, et souvent concessionnelle. Cette part élevée implique néanmoins une exposition à un risque de change (85 % de la dette est libellée en devises). Cette dette en devises a été restructurée plusieurs fois par le passé¹⁴ et le pays est en négociation avec certains créanciers (Brésil, Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social) pour une annulation partielle de sa dette. La catégorie de surendettement du pays a été reclassée en 2023 par la Banque Mondiale d'élevé à modéré.

⁸ Ce phénomène s'explique à la fois par les difficultés du secteur agricole en raison de conditions climatiques dégradées et par l'afflux de réfugiés en provenance du Mali

⁹ Ce code prévoit par exemple un traitement plus équitable entre entreprises publiques, privées et étrangères et propose des incitations fiscales ainsi que des facilités pour transférer des capitaux.

¹⁰ 173,6 comptes bancaires pour 1 000 adultes en 2020, soit près de la moitié de la moyenne des régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest.

¹¹ Suppression d'exonérations fiscales, introduction d'une taxe carbone, réduction du poids des subventions sur le carburant.

¹² En 2025, 30 % de la dette est arrivée à maturité et la partie refinancée sur le marché domestique a été réalisée à des conditions de taux d'intérêt moins avantageuses.

¹³ Un tel mécanisme revient à injecter des liquidités dans l'économie réelle, et peut générer des pressions inflationnistes et sur l'ouguiya sans politique de stérilisation de la Banque centrale.

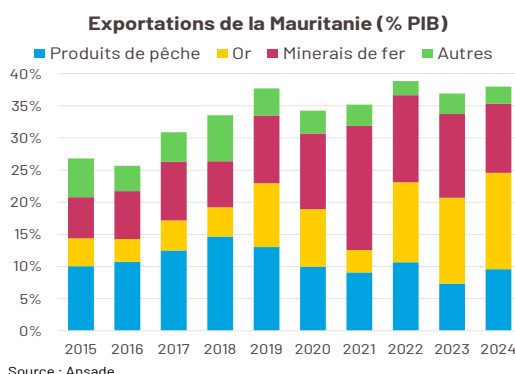
¹⁴ En 2021, le Koweït a annulé 95 % des intérêts cumulés de sa dette ; en 2022 l'Arabie Saoudite a transformé 300 mls USD de prêts en prêts concessionnels (taux de 1 % au lieu de 3 %).



3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant structurel**

Après près d'une décennie de déficit courant à deux chiffres, le solde courant se redresse depuis 2023 tout en restant très creusé (-8,5 % du PIB en moyenne entre 2023 et 2025). La Mauritanie enregistre un déficit structurel de la balance des biens et des services (respectivement -4,5 % du PIB et -7 % en 2024 selon la Banque centrale (BCM)) tandis que sa balance des transferts affiche un excédent (3 % du PIB).



Les exportations, portées par l'or dans un premier temps puis par le gaz depuis 2025, ont davantage augmenté que les importations, même si ces dernières sont restées dynamiques, surtout les biens d'équipements liés à l'exploitation des ressources gazières (constat similaire pour les services liés au développement des champs gazier). Le déficit courant est amené à graduellement se redresser, en lien avec les perspectives favorables à l'export pour le secteur extractif¹⁵ (cf. Partie 1).

- **Intervention de la BCM pour atténuer la volatilité de l'ouguiya**

Le déficit courant est principalement couvert par des IDE (en progression mais concentré à 94 % dans les secteurs extractifs), l'aide publique au développement (APD)¹⁶ et plus récemment par le décaissement des prêts du FMI. Cela alimente les réserves de change (niveau confortable de 5,1 mois d'importations), qui offrent des marges à la BCM pour intervenir régulièrement sur le marché des changes afin de garantir la pérennité du régime de change (l'ouguiya fluctue au jour le jour dans une limite de +/- 5% par rapport aux autres devises). Si, en 2025, l'ouguiya est restée stable par rapport à l'USD, qui a eu tendance à s'affaiblir en début d'année, elle a perdu -4,4 % de sa valeur face à l'EUR.

¹⁵ Il ne pourra qu'être très progressif car la balance des revenus primaires devrait se creuser avec le rapatriement des profits des entreprises étrangères exploitant les métaux, minerais et le gaz.

¹⁶ Les Etats-Unis ont arrêté leur APD en Mauritanie mais l'impact resterait limité, ce pays n'étant pas un créancier de premier plan.

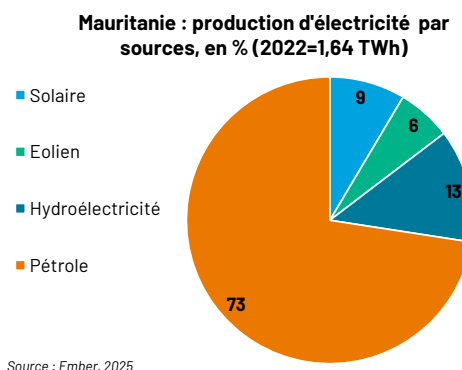
4. ASPECTS POLITIQUES

M. O. Ghazouani a été réélu à la Présidence en 2024 pour une durée de cinq ans. Son parti, El Insaf, dispose d'une majorité solide à l'Assemblée nationale. Il existe des tensions avec la communauté Haratines (descendants d'esclaves, 40 % de la population), une population particulièrement concernée par les inégalités socio-économiques. La réduction du risque social et de l'insécurité alimentaire (cf. Parties 1 et 5) sera au cœur de la feuille de route des autorités à court et moyen terme. Les perspectives économiques plus favorables et un espace budgétaire plus ample (cf. Parties 1 et 2) permettraient d'augmenter les dépenses publiques afin de juguler le risque social.

L'instabilité au Sahel, à la frontière avec le Mali, se traduit par un afflux de réfugiés¹⁷, une hausse du trafic de stupéfiants et des incursions de groupes armés islamiques. Si la Mauritanie n'est pas alignée sur les positions de l'Alliance des Etats du Sahel¹⁸, les relations restent cordiales à ce stade. Par ailleurs, la Mauritanie bénéficie d'un soutien financier de l'Union Européenne et des Etats-Unis concernant les aspects sécuritaires et migratoires et a également signé un accord de défense avec l'Algérie en 2025.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Mauritanie est classée 170^{ème} au classement ND Gain et fait partie des pays les plus exposés au monde aux conséquences du changement climatique. Sécheresses et inondations constituent une forte menace sur le secteur agricole (selon le FAO, 62 % de la population dépend des activités agricoles) et alimentent le risque de sécurité alimentaire¹⁹. Le pays est dépendant de l'aide internationale et des transferts technologiques pour faire face aux défis climatiques. Il bénéficie notamment d'un soutien financier du FMI.



¹⁷ 300 000 personnes en 2025, avec un risque de forte hausse en 2026 selon l'ONU.

¹⁸ Pacte de défense entre Burkina Faso, Mali et Niger.

¹⁹ 8 % de la population vivait en situation de stress alimentaire en 2024 selon la Banque Mondiale



La Mauritanie table sur le développement de projets dans l'hydrogène vert²⁰ pour diversifier son mix énergétique avec également une cible de la part de l'énergie renouvelable de 50 % d'ici 2030 (28 % en

2022). Cet engagement semble ambitieux, au vu de la dépendance toujours élevée au pétrole et du développement du secteur gazier (cf. Partie 1). Le risque de transition apparaît comme significatif.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²⁰ En particulier, le projet Nour de construction d'une usine de production d'hydrogène vert générée par de l'éolien et du solaire d'une

valeur de 3,5mds USD, est en phase d'évaluation et est le plus important projet d'hydrogène vert en Afrique.